Yanis Varoufakis : Comment je suis devenu un marxiste erratique

Source : <http://www.theguardian.com/news/2015/feb/18/yanis-varoufakis-how-i-became-an-erratic-marxist>
Cet article est adapté d'une conférence donnée lors du 6ème Festival de Zagreb, en 2013.

En 2008, le capitalisme a connu son deuxième spasme mondial. La crise financière a déclenché une réaction en chaîne qui a entraîné l'Europe dans une spirale descendante, qui continue encore aujourd'hui. La situation actuelle de l'Europe n'est pas seulement une menace pour les travailleurs, pour ceux qui ont été dépossédés de tout, pour les banquiers, pour les classes sociales, ou même les nations. Non, la posture actuelle de l'Europe présente une menace pour la civilisation telle que nous la connaissons.

Si mon pronostic est correct, et que nous ne sommes pas simplement confrontés à un simple déclin cyclique qui sera bientôt dépassé, la question qui émerge pour les radicaux est celle-ci : devons-nous accueillir cette crise du capitalisme européen comme une opportunité de le remplacer par un meilleur système ? Ou devrions-nous être inquiets parce qu'elle nous embarque dans une campagne en but de stabiliser le capitalisme européen ?

Pour moi, la réponse est claire. Il est bien peu probable que la crise européenne débouche sur une alternative meilleure que le capitalisme, et bien plus probable qu'elle débouche sur la libération de forces dangereusement régressives – des forces qui ont la capacité de causer un bain de sang humanitaire, tout en éteignant tout espoir de mouvements progressistes pour les générations à venir.

Cette opinion m'a valu les accusations de radicaux sincères, qui m'ont taxé de « défaitisme » et d'essayer de sauver un système socio-économique indéfendable. Cette critique fait mal, je l'avoue.

Et elle fait mal parce qu'elle contient plus qu'un noyau de vérité.

Je partage l'opinion selon laquelle cette Union Européenne – qui se caractérise par un grand déficit démocratique combiné au refus de voir l'architecture branlante de son union monétaire – a placé les peuples européens sur le chemin d'une récession permanente. Et je reconnais aussi le bienfondé de la critique selon laquelle j'ai fait campagne pour un programme basé sur l'hypothèse que la gauche était, et demeure, clairement vaincue. J'avoue que je préférerais de loin promouvoir un programme radical, dont la raison d'être soit de remplacer le capitalisme européen par un système différent.

Pourtant, mon objectif ici est d'ouvrir une fenêtre sur ma vision d'un capitalisme européen répugnant dont l'implosion, malgré tous ses maux, doit être évitée à tout prix. C'est un aveu destiné à convaincre les radicaux que nous avons une mission contradictoire : arrêter la chute libre du capitalisme européen, de manière à gagner le temps dont nous avons besoin pour formuler une alternative.

Pourquoi un marxiste ?

Lorsque j'ai choisi le sujet de ma thèse de doctorat en 1982, je me suis délibérément concentré sur un sujet très mathématique, au sein duquel la pensée de Marx n'avait pas d'importance. Plus tard, lorsque je me suis lancé dans une carrière académique en tant que conférencier dans des départements d'économie classique, le contrat implicite que j'ai eu avec ces départements était que j'enseignerais le type de théorie économique qui ne laissait aucune place à Marx. À la fin des années 1980, j'ai été engagé par la faculté d'économie de l'université de Sydney de manière à évincer un candidat de gauche (bien que je ne l'aie pas su à l'époque.)

Après mon retour en Grèce en 2000, j'ai choisi le camp du futur premier ministre, George Papandreou, dans l'espoir d'enrayer le retour au pouvoir d'une droite qui voulait entraîner la Grèce vers la xénophobie tant dans sa politique intérieure que dans sa politique étrangère. Comme le monde entier le sait, le parti de Papandreou a non seulement échoué à enrayer la xénophobie, mais aussi, au final, a été à la manœuvre pour mener les politiques macroéconomiques néolibérales les plus violentes – fer de lance des prétendus sauvetages de l'eurozone – qui ont, sans le vouloir, provoqué le retour des Nazis dans les rues d'Athènes. Même si j'ai démissionné de mon rôle de conseiller de Papandreou en 2006, et suis devenu l'un des critiques les plus ardents de son gouvernement durant sa gestion désastreuse de l'implosion grecque après 2009, mes interventions publiques dans les débats sur la Grèce et l'Europe n'avaient pas de parfum marxiste.

En fonction de tout cela, vous vous demandez peut-être pourquoi je me qualifie de marxiste. En fait, Karl Marx a donné forme à ma vision du monde dans lequel nous vivons, de mon enfance à ce jour. Ce n'est pas quelque chose dont j'ai souvent envie de parler

lorsque je suis dans la « bonne société », parce que la seule mention du mot « Marx » fait que l'on ne vous écoute plus. Mais je ne le nie jamais non plus. Après quelques années d'échanges avec des publics dont je ne partage pas l'idéologie, j'ai ressenti le besoin de parler de l'empreinte de Marx sur ma pensée. J'ai ressenti le besoin d'expliquer pourquoi, même si l'on est un marxiste sans remords, je pense qu'il est important de lui résister avec passion d'un certain nombre de manières – d'être, en d'autres termes, erratique dans son.

Si toute ma carrière académique s'est passée dans l'ignorance de Marx, et que mes recommandations politiques actuelles sont impossibles à qualifier de marxistes, pourquoi parler de Marx maintenant ? La réponse est simple : même mes recherches économiques non marxistes ont été guidées par un état d'esprit influencé par Marx. Un théoricien social radical peut défier l'économie dominante de deux manières. L'une d'elles est l'usage de la critique intrinsèque : il s'agit d'accepter les axiomes classiques et ensuite d'en exposer les contradictions internes, de dire : « je ne conteste pas vos hypothèses, mais voici pourquoi vous ne pouvez pas en tirer logiquement les conclusions qui sont les vôtres. » C'est en fait la méthode qu'utilisait Marx pour attaquer la politique économique britannique. Il acceptait chaque axiome d'Adam Smith et de David Ricardo de manière à démontrer que, dans le contexte de leurs hypothèses, le capitalisme était un système contradictoire. La seconde manière de défier l'économie dominante pour un théoricien radical est, bien sûr, la construction de théories alternatives à celle de l'establishment, dans l'espoir qu'elles seront prises au sérieux.

Mon avis sur ce dilemme a toujours été que les puissants ne sont jamais troublés par des théories qui se basent sur des hypothèses différentes des leurs. La seule chose qui peut déstabiliser et vraiment défier les économistes dominants et néo-classiques est la démonstration des incohérences internes de leurs propres modèles. C'est pour cette raison que, dès le début, j'ai choisi de plonger dans les entrailles de la théorie néo-classique, et de ne quasi plus dépenser d'énergie à tenter de développer une alternative, à savoir des modèles marxistes du capitalisme. Je soutiens que mes raisons étaient tout à fait marxistes.

Lorsque je suis invité à commenter le monde dans lequel nous vivons, je n'ai pas d'autre possibilité que de revenir à la tradition marxiste qui a façonné ma pensée depuis que mon père, métallurgiste, a imprimé dans mon esprit dès l'enfance les effets de l'innovation technologique sur le processus historique. Comment, par exemple, le passage de l'âge du bronze

à l'âge du fer a accéléré l'histoire ; comment la découverte de l'acier a grandement accéléré le flux du temps moderne ; et comment les technologies de l'information, basées sur la silice, suivent rapidement à la trace les discontinuités historiques et socio-économiques.

Ma première rencontre avec les écrits de Marx est venue très tôt dans ma vie, résultat des temps

étranges dans lesquels j'ai grandi, dans une Grèce sortant du cauchemar de la dictature néo-fasciste de 1967-1974. Ce qui a attiré mon regard, c'est le don éblouissant de Marx pour décrire le scénario dramatique de l'histoire humaine, ou plutôt de la damnation humaine, cette histoire entrelacée de possibilités de sauvetage et de spiritualité authentiques.

Marx a créé un scénario peuplé de travailleurs, de capitalistes, de dirigeants et de scientifiques qui étaient les personnages de l'histoire. Ils luttèrent pour maîtriser la raison et la science dans l'objectif d'émanciper l'humanité, tandis que, contrairement à leurs intentions, ils déchaînaient des forces démoniaques qui usurpaient et détournaient leurs propres liberté et humanité.

Cette perspective dialectique, où toute chose porte en elle son contraire, et l'œil passionné avec lequel Marx discernait le potentiel de changement dans ce qui semblait être la plus immobile des structures sociales, m'a aidé à saisir les grandes contradictions de l'ère capitaliste. Elle a dissous le paradoxe d'une époque qui a dans le même temps généré la richesse la plus remarquable, et la pauvreté la plus criante. Aujourd'hui, lorsqu'ils se penchent sur la crise européenne, la crise américaine, et la stagnation de long terme du capitalisme japonais, la plupart des commentateurs n'arrivent pas à prendre la mesure du processus dialectique qui se déroule sous leurs yeux. Ils reconnaissent le côté pile – la montagne de dettes et de pertes bancaires – mais ils ne voient pas le côté face : la montagne d'épargne dormante qui est « paralysée » par la peur, et ainsi ne se convertit pas en investissements productifs. L'attention d'un marxiste aux oppositions binaires aurait pu leur ouvrir les yeux.

L'une des raisons majeures pour lesquelles l'opinion dominante n'arrive pas à accepter la réalité contemporaine est qu'elle n'a jamais compris la « production conjointe » – dense sur le plan dialectique – des dettes et des surplus, de la croissance et du chômage, de la richesse et de la pauvreté et, en fait, du bien et du mal. Le scénario de Marx nous

alerte sur ces oppositions binaires, et les identifie comme les sources des ruses de l'histoire.

Dès mes premiers pas d'économiste, j'ai réalisé que Marx avait fait une découverte qui doit rester au cœur de toute analyse utile du capitalisme. Il s'agit de la découverte d'une autre opposition binaire, profondément ancrée au cœur du travail humain : celle qui existe entre les deux natures très différentes du travail : I) le travail en tant qu'activité créatrice de valeur que l'on ne peut jamais quantifier à l'avance (et que l'on ne peut donc pas transformer en marchandise), et II) le travail en tant que quantité (par exemple : le nombre d'heures travaillées) qui sont à vendre et ont un prix.

C'est ce qui distingue le travail d'autres entrées productives comme l'électricité : sa nature duale et contradictoire. Une différenciation liée à une contradiction que l'économie politique a ignorée avant que Marx n'apparaisse, et que l'économie dominante refuse obstinément de reconnaître aujourd'hui.

On peut considérer l'électricité et le travail comme des marchandises. En effet, tant les employeurs que les travailleurs luttent pour transformer le travail en marchandises. Les employeurs usent de toute leur intelligence et de celle de leurs serviteurs – les managers des ressources humaines – pour quantifier, mesurer et homogénéiser le travail. Pendant le même temps, les candidats employés se soumettent à cet étau dans une tentative anxieuse de transformer leur force de travail en marchandise, d'écrire et ré-écrire leurs CVs de manière à donner une image d'eux-mêmes en tant que pourvoyeurs d'unités de travail quantifiables. Et voilà où ça coince : si jamais les travailleurs et les employeurs arrivent à complètement transformer le travail en marchandise, le capitalisme périra. C'est une vision indispensable, sans laquelle il est impossible de comprendre complètement la tendance du capitalisme à générer des crises. C'est aussi une vision à laquelle personne n'a accès sans avoir été exposé un tant soit peu à la pensée de Marx.

Quand la science-fiction devient un documentaire

Dans le classique de 1953, *L'Invasion des Profanateurs de Sépultures*, les extra-terrestres ne nous attaquent pas de front, contrairement à *La Guerre de Mondes* de HG Wells. Au lieu de cela, les gens sont envahis de l'intérieur, jusqu'à ce que rien ne reste de leurs esprits et émotions humaines.

Leurs corps sont des coquilles vides qui ont un jour contenu une volonté propre et qui, à présent,

travaillent, accomplissent les actions d'une « vie » normale, et fonctionnent comme un simulacre d'être humain « libéré » de l'essence inquantifiable de la nature humaine. C'est ce genre de chose qui se passerait si le travail humain pouvait être parfaitement réduit à un capital humain, et ainsi être prêt pour une injection dans les modèles de vulgaires économistes.

Toute théorie économique non marxiste, qui considère les inputs productifs humains et non humains comme étant interchangeables, fait l'hypothèse que la déshumanisation du travail humain est complète. Mais si elle pouvait être complète un jour, le résultat serait la fin du capitalisme en tant que système capable de créer et distribuer de la valeur. Primo, une société d'automates déshumanisés ressemblerait à un mécano rempli de rouages et de ressorts, chacun ayant sa fonction unique, et produisant ensemble un « bien » : mesurer le temps qui passe. Pourtant, dans une société ne contenant plus que des automates, mesurer le temps ne serait pas un « bien ». Ce serait certainement une « production », mais pourquoi serait-ce un « bien » ? S'il n'y a plus de vrais êtres humains pour utiliser l'horloge, il ne peut y avoir ni « bien », ni « mal ».

Si jamais le capital arrive à quantifier le travail et à ensuite le transformer complètement en marchandise, comme il tente sans cesse de le faire, il extirpera cette liberté humaine récalcitrante, indéterminée, qui, dans le travail, est justement la source de la création de valeur. La vision brillante de Marx de l'essence des crises du capitalisme est précisément celle-ci : plus grand sera le succès du capitalisme à transformer le travail en marchandise, moindre sera la valeur de chaque unité produite, moindre sera le profit, et, au final, plus proche sera la prochaine récession de l'économie en tant que système. Le fait de décrire la liberté humaine en tant que catégorie économique est spécifique à Marx, et cela rend possible une interprétation analytiquement fine et très distincte des autres, de la propension du capitalisme à arracher la récession, et même la dépression, des mâchoires de la croissance.

Quand Marx a écrit que le travail est le feu de la vie, le feu qui donne forme, l'aspect transitoire des choses ; leur temporalité ; il a réalisé la plus grande contribution qu'aucun économiste ait jamais faite à notre compréhension de la contradiction aigüe dissimulée au sein de l'ADN du capitalisme.

Quand il a décrit le capital comme « ...une force à laquelle nous devons nous soumettre ...elle développe une énergie universelle, cosmopolite, qui brise toutes les limites et tous les liens, et se positionne comme la seule politique, la seule chose universelle, la seule

limite et le seul lien », il mettait en exergue la réalité : le travail peut être acheté par du capital liquide (de l'argent), sous sa forme marchande, mais il comportera toujours une volonté hostile à son acheteur capitaliste. En disant cela, Marx ne faisait pas seulement une déclaration politique, philosophique ou psychologique. Il nous fournissait une analyse remarquable de la raison pour laquelle, au moment où le travail (en tant qu'activité inquantifiable) perd cette hostilité, il devient stérile : incapable de produire de la valeur.

À une époque où les néo-libéraux ont pris au piège la majorité des gens dans leurs tentacules théoriques, régurgitant sans cesse l'idéologie de l'amélioration de la productivité du travail comme moyen d'améliorer la compétitivité avec en ligne de mire la croissance, etc, l'analyse de Marx offre un puissant antidote à cette doxa. Le capital ne pourra jamais remporter sa lutte pour transformer le travail en un input mécanisé, infiniment élastique, sans se détruire lui-même. C'est ce que ni les néo-libéraux, ni les keynésiens ne comprendront jamais. « *Si l'ensemble de la classe ouvrière devait être annihilée par les machines,* » a écrit Marx, « *ce serait terrible pour le capital qui, sans elle, cesserait d'être le capital.* »

Qu'est-ce que Marx a fait pour nous ?

Presque toutes les écoles de pensée, y compris celles de certains économistes progressistes, aiment prétendre que, bien que Marx soit une figure marquante, une grande partie de sa contribution est devenue obsolète aujourd'hui. Je me permets de ne pas être d'accord. Outre le fait d'avoir pris la mesure du cœur de la dynamique capitaliste, Marx m'a donné les outils avec lesquels je peux m'immuniser contre la propagande toxique du néo-libéralisme. Par exemple : il est facile de se faire avoir par l'idée selon laquelle la richesse est produite par le privé, et ensuite appropriée par un état quasi illégitime via l'impôt, si on n'a pas d'abord eu connaissance de l'argument poignant de Marx selon lequel c'est exactement l'inverse qui se produit : la richesse est produite par la collectivité, et ensuite appropriée par le privé via les relations sociales de production et les droits de propriété qui se basent, au niveau de leur reproduction, quasi exclusivement sur une conscience faussée.

Dans l'un de ses derniers livres, *Ne jamais laisser pourrir une Crise sérieuse*, l'historien à la pensée économique Philip Mirowski a souligné le succès des néo-libéraux à convaincre une large proportion des populations que les marchés ne sont pas qu'un moyen commode d'atteindre un objectif, mais qu'ils sont l'objectif en soi. Selon cette optique, alors que l'action

collective et les institutions publiques sont toujours incapables de « bien faire les choses », les opérations sans entraves d'intérêts privés décentralisés sont assurées de produire non seulement les résultats attendus, mais aussi les bons caractères, les bonnes éthiques et même les bons désirs. Le meilleur exemple de cette forme de grossièreté libérale est, bien entendu, le débat sur la manière de gérer les changements climatiques.

Les néo-libéraux se sont précipiter pour affirmer que, pour autant qu'il y ait quelque chose à faire, cela doit être sous la forme de la création d'un quasi marché pour les « pollueurs » (donc, un processus de bourse des émissions), puisque seuls les marchés « savent » comment fixer les prix de manière appropriées. Pour comprendre pourquoi une solution du type « quasi marché » ne peut qu'échouer et, ce qui est plus important, d'où vient la motivation derrière ce genre de « solutions », on peut se pencher sur la logique de l'accumulation de capital que Marx a dessinée et que l'économiste polonais Michal Kalecki a adaptée à un monde régi par des oligopoles fonctionnant en réseau.

Durant le 20ème siècle, les deux mouvements politiques qui ont puisé leurs racines dans la pensée de Marx étaient les communistes et les sociaux-démocrates. En plus de leurs autres erreurs, les deux ont échoué à suivre les pas de Marx dans des domaines cruciaux : au lieu d'embrasser la liberté et la rationalité comme slogans rassembleurs et concepts d'organisation, ils ont opté pour l'égalité et la justice, abandonnant le concept de liberté aux néo-libéraux. Marx était inflexible : le problème du capitalisme ne réside pas dans le fait qu'il est injuste, mais dans le fait qu'il est irrationnel, puisqu'il condamne régulièrement des générations entières à la dépossession et au chômage, et va jusqu'à transformer les capitalistes en automates guidés par l'angoisse, vivant dans la crainte permanente qu'ils cesseront d'être des capitalistes, à moins de transformer leurs frères humains en marchandises, de telle sorte qu'ils servent de manière plus efficace l'accumulation de capital. Par conséquent, si le capitalisme apparaît injuste, c'est parce qu'il fait de tous des esclaves ; il gaspille les ressources naturelles et humaines. Une même ligne de production fournit des objets remarquables et des richesses incroyables, mais elle produit aussi un malheur profond et des crises.

Ayant échoué à coucher sur papier une critique du capitalisme en termes de liberté et de rationalité, ce que Marx pensait essentiel, la social-démocratie et la gauche en général ont permis aux néo-libéraux d'usurper le manteau de la liberté et de remporter un triomphe spectaculaire dans la bataille des idées.

La dimension la plus importante du triomphe néo-libéral est peut-être ce que l'on connaît comme le « déficit démocratique ». Des fleuves de larmes de crocodile ont coulé sur le déclin de nos grandes démocraties pendant les trois dernières décennies de financiarisation et de mondialisation. Marx aurait bien ri, et ri longuement, de ceux qui semblent surpris, ou en colère, à cause de ce « déficit démocratique ». Quel était le grand dessein du libéralisme du 19^{ème} siècle ? Marx a toujours inlassablement souligné qu'il s'agissait de séparer la sphère économique de la sphère politique. Ce que nous observons aujourd'hui, c'est le splendide succès du libéralisme à accomplir des objectifs fixés de longue date. Regardez l'Afrique du Sud aujourd'hui, plus de vingt ans après que Nelson Mandela ait été libéré, et que la sphère politique ait enfin embrassé l'ensemble de la population. La situation difficile de l'ANC était que, pour pouvoir dominer la sphère politique, elle a dû abandonner tout pouvoir sur la sphère économique. Et si vous pensez que ce n'est pas exact, je vous suggère de parler aux dizaines de mineurs qui ont été abattus par des gardes payés par leurs employeurs après avoir osé demander des augmentations de salaire.

Pourquoi “erratique” ?

Maintenant que j'ai expliqué que je dois la compréhension de notre monde social dont je dispose à Karl Marx en grande partie, je veux expliquer pourquoi je suis toujours furieux contre lui. En d'autres termes, je veux exposer ²² j'ai choisi d'être un marxiste erratique, et contradictoire. Marx a commis deux erreurs spectaculaires : une erreur par omission, et une erreur par commission. Ces erreurs entravent l'efficacité de la gauche aujourd'hui encore, particulièrement en Europe.

La première erreur de Marx – l'erreur par omission – est qu'il n'a pas consacré suffisamment de réflexion à l'impact de sa propre théorie sur le monde qui était le sujet de sa théorie. Du point de vue du discours, sa théorie a une puissance exceptionnelle, et Marx avait conscience de cette puissance. Alors, pourquoi ne s'est-il absolument pas inquiété du fait que ses disciples – des gens qui avaient une meilleure compréhension de ces idées puissantes que le travailleur moyen – pourraient utiliser le pouvoir qu'ils avaient entre les mains, via les idées de Marx, pour tromper leurs camarades, construire leur propre base de pouvoir, et gagner des postes influents ?

La seconde erreur de Marx, que je qualifie de « commission », était pire. Il faisait l'hypothèse que la vérité du capitalisme pouvait être découverte dans les mathématiques de son modèle. C'était la meilleure

chose à faire pour desservir son propre système théorique. L'homme qui nous a donné le concept économique de premier ordre qu'est la liberté humaine, le scientifique qui a élevé le non-déterminisme racial à sa vraie place dans l'économie politique – cet homme est aussi celui qui a fini par jouer avec des modèles algébriques simplistes, au sein desquels les unités de travail étaient, naturellement, totalement quantifiées, dans l'espoir irrationnel de sortir de ces équations d'autres découvertes par rapport au capitalisme. Après sa mort, les économistes marxistes ont gaspillé de longues carrières à s'amuser avec le même type de mécanisme réservé aux universitaires. Complètement absorbés par des débats sans importance sur « le problème de la transformation » et ce qu'il fallait en faire, ils ont fini par quasi devenir une espèce disparue, au fur et à mesure que le rouleau compresseur néo-libéral écrasait toute opinion différente sur son passage.

Comment Marx a-t-il pu être aveugle à ce point ? Pourquoi n'a-t-il pas compris qu'aucune vérité sur la nature du capitalisme ne peut émerger d'un modèle mathématique, quelle que soit l'intelligence de son auteur ? Ne disposait-il pas des outils intellectuels pour réaliser que la dynamique du capitalisme vient de la part inquantifiable du travail humain – donc, d'une variable que l'on ne peut jamais définir correctement du point de vue mathématique ? Il le savait, bien sûr, puisque c'est lui qui a forgé ces outils ; Non, la cause de cette erreur est plus noire : à l'instar de ces vulgaires économistes qu'il avait si brillamment tancés (et qui continuent à dominer les départements d'économie aujourd'hui), il convoitait le pouvoir que pouvait lui apporter une « preuve » mathématique.

Si je ne me trompe pas, Marx savait parfaitement ce qu'il faisait. Il comprenait, ou avait la capacité de comprendre, qu'une théorie complète de la valeur ne pouvait pas rentrer dans le modèle mathématique d'une économie capitaliste dynamique. Il était sans aucun doute conscient qu'une théorie économique correcte doit respecter l'idée que les règles de l'indéterminé sont elles-mêmes indéterminées. En termes économiques, cela voulait dire reconnaître que le pouvoir du marché des capitalistes – et donc sa profitabilité – ne pouvaient pas nécessairement être réduit à la capacité des capitalistes à extraire du travail à leurs employés. Cela voulait dire reconnaître que certains capitalistes peuvent extraire plus d'un ensemble donné de travailleurs ou d'une communauté de consommateurs donnée, pour des raisons qui sont à trouver en dehors de la théorie de Marx.

Hélas, cette reconnaissance reviendrait à accepter que ses « lois » ne sont pas immuables. Il aurait dû

concéder aux voix en compétition au sein des mouvements syndicaux que sa théorie était indéterminée et, par conséquent, que ses conclusions ne pouvaient pas être parfaitement correctes – qu’elles étaient par nature éternellement provisoires. Cette détermination à obtenir le modèle définitif, complet, à avoir le dernier mot, est ce que je ne peux pas pardonner à Marx. Cela s’est révélé, au final, être à la base d’un grand nombre d’erreurs et, plus important, à la base d’autoritarismes. Ce sont les erreurs et l’autoritarisme qui sont en grande partie responsables de l’impuissance actuelle de la gauche en tant que force de progrès et en tant que contrepoids des abus de raison et de liberté auxquels président aujourd’hui les équipages néo-libéraux.

La leçon de Mme Thatcher

J’ai déménagé en Angleterre pour aller à l’université en septembre 1978, soit environ six mois avant que la victoire de Margaret Thatcher change l’Angleterre à jamais. Regarder le gouvernement travailliste se désintégrer sous le poids de son programme social-démocrate dégénéré m’a conduit à commettre une grave erreur : j’ai pensé que la victoire de Thatcher pourrait être une bonne chose, qu’elle donnerait le choc brutal nécessaire aux classes ouvrière et moyenne afin que les politiques progressistes retrouvent de la vigueur. J’ai pensé que cela donnerait à la gauche la chance de créer un nouveau programme radical, qui mettrait en avant un nouveau type de politique progressiste et efficace.

Tandis que le chômage doublait, puis triplait suite aux interventions néo-libérales radicales de Thatcher, j’ai continué à entretenir l’espoir que Lénine avait raison : « les choses doivent empirer avant d’aller mieux ». Au fur et à mesure que la vie devenait plus brutale, plus dure, plus rude et, pour beaucoup, plus courte, je me suis rendu compte que je commettais une terrible erreur : les choses pouvaient tout à fait continuer à empirer indéfiniment, sans jamais s’améliorer. L’espoir que la détérioration des biens publics, la diminution des vies de la majorité des gens, et l’élargissement de la pauvreté à toutes les régions du pays conduiraient automatiquement à une renaissance de la gauche n’était que cela : un espoir.

La réalité était douloureusement différente. À chaque tour de vis de la récession, la gauche se renfermait un peu plus sur elle-même, de moins en moins capable de produire un programme progressiste convaincant et, pendant ce temps, la classe ouvrière se divisait entre ceux qui quittaient la société, et ceux qui adoptaient l’état d’esprit néo-libéral. Mon espoir que Thatcher amènerait sans le vouloir une nouvelle révolution

politique était bel et bien du n’importe quoi. Tout ce qui est sorti du thatchérisme fut la financiarisation à l’extrême, le triomphe des centres commerciaux sur les petits commerces, et la fétichisation de l’immobilier et de Tony Blair.

Au lieu de radicaliser la société britannique, la récession si soigneusement orchestrée par le gouvernement Thatcher – dans le cadre de sa guerre de classe contre les collectifs organisés de travailleurs et les institutions publiques de redistribution et de sécurité sociale établies après la guerre – a justement détruit cette possibilité de politique progressiste et radicale en Angleterre. Et elle a en fait rendu impossible la notion même de valeurs transcendant ce que le marché détermine comme le « juste » prix.

Cette leçon que j’ai apprise de Thatcher sur la capacité d’une récession au long cours à saper les politiques progressistes, je l’emporte avec moi dans la crise européenne d’aujourd’hui. C’est l’élément le plus important qui détermine ma position au sujet de cette crise. C’est la raison pour laquelle je suis heureux de confesser le péché dont m’accusent certains de mes critiques de gauche : le péché de choisir de ne pas proposer de programme politique radical et de ne pas chercher à exploiter la crise comme opportunité de faire tomber le capitalisme européen, de démanteler l’affreuse eurozone, et de saper l’Union Européenne des cartels et des banquiers en faillite.

Oui, j’aimerais produire ce genre de programme radical. Mais, non, je ne suis pas prêt à commettre la même erreur une seconde fois. À quoi cela a-t-il servi que nous promouvions un programme de changement socialiste dans l’Angleterre du début des années 1980 ? A rien du tout : ce programme a été la risée d’une société britannique trop occupée à plonger dans le piège néo-libéral tendu par Thatcher. À quoi cela servirait-il aujourd’hui, d’appeler au démantèlement de l’eurozone, de l’Union Européenne elle-même, alors que le capitalisme européen est occupé à tout faire pour saper l’eurozone, l’Union Européenne, et même lui-même ?

Une sortie grecque, portugaise ou italienne de l’eurozone aurait tôt fait de conduire à une fragmentation du capitalisme européen, engendrant une région en surplus de récession à l’Est du Rhin et au Nord des Alpes, tandis que le reste de l’Europe serait dans les griffes d’une stagflation brutale. À qui pensez-vous que cela bénéficierait ? Une gauche progressiste qui s’élèverait telle un phénix des cendres des institutions publiques européennes ? Ou aux nazis d’Aube Dorée, aux néo-fascistes, xénophobes et autres caïds du genre ? Je n’ai absolument aucun doute sur

lequel des deux profiterait le mieux de la désintégration de l'eurozone.

Pour ma part, je ne suis pas prêt d'apporter de l'eau au moulin de cette version postmoderne des années 1930. Si cela implique pour nous, les marxistes erratiques, de devoir sauver le capitalisme européen de lui-même, qu'il en soit ainsi. Non pour l'amour du capitalisme européen de l'eurozone, de Bruxelles ou de la BCE, mais simplement parce que nous voulons alléger au maximum le fardeau que fait peser cette crise sur les êtres humains.

Que devraient faire les marxistes ?

Aujourd'hui, les élites européennes se comportent comme si elles ne comprenaient ni la nature de la crise qu'elles président, ni ses implications pour l'avenir de la civilisation européenne. En une sorte de retour atavique, elles choisissent de piller les réserves en chute libre des faibles et des dépossédés pour boucher les trous béants du secteur financier, refusant d'admettre que cette tâche est insoutenable.

Pourtant, même si les élites européennes sont profondément embourbées dans le déni et le désarroi, la gauche doit admettre que nous ne sommes tout simplement pas encore prêts à proposer un système socialiste fonctionnel qui viendrait combler le gouffre qu'ouvrirait un effondrement du capitalisme européen. Notre tâche se décompose en deux parties. Primo, il nous faut mettre en avant une analyse de la situation courante, analyse que des européens de bonne volonté mais ayant été piégés par les sirènes du néo-libéralisme, trouveraient éclairante. Secundo, il nous faut faire suivre cette analyse claire par des propositions de stabilisation de l'Europe – des propositions qui mettent fin à la spirale infernale qui, en fin de compte, ne fait que renforcer les bigots dans leurs idées.

Permettez-moi de conclure avec deux confessions. Primo, même je suis heureux de défendre la qualification de « radicale » de la poursuite d'un modeste programme de stabilisation d'un système que je critique, je ne prétends pas le faire avec enthousiasme.

C'est ce que les circonstances actuelles exigent, mais je suis triste car je ne serai sans doute plus là le jour où un programme plus radical sera adopté.

Ma dernière confession est de nature très personnelle : je sais que je cours le risque de faire subrepticement baisser la tristesse liée à l'abandon de l'espoir de remplacer le capitalisme de mon vivant en me laissant aller à profiter d'un sentiment d'être devenu bien perçu par les cercles de « gens bien ». Le sentiment d'auto-satisfaction qui naît d'être fêté par les puissants et les bien-nés a commencé à vouloir me rattraper à l'une ou l'autre occasion. Et c'est un sentiment laid et corrosif, non-radical, qui corrompt.

Cette prise de conscience m'est tombée dessus brutalement, dans un aéroport. Un riche en costard m'avait invité à tenir une conférence sur la crise européenne, et avait déboursé une somme ridicule pour m'offrir un billet de première classe. Lors de mon retour à la maison, fatigué et avec déjà quelques vols au compteur, j'étais en train de dépasser la longue queue des passagers de la classe économique pour arriver à ma porte d'embarquement.

Brusquement, j'ai remarqué avec horreur à quel point il était facile pour mon esprit d'être contaminé par l'idée que j'étais parfaitement en droit de dépasser le *vulgus pecum*. J'ai réalisé combien il était aisé d'oublier ce que mon esprit de gauche avait toujours su : rien ne se reproduit mieux qu'un faux sentiment de légitimité. Forger des alliances avec les forces réactionnaires, comme je pense que nous devons le faire pour stabiliser l'Europe aujourd'hui, nous met face au risque de nous faire assimiler, de faire fondre notre radicalisme à la lueur douce et chaude du sentiment d'être « arrivés » dans les couloirs du pouvoir.

Les confessions radicales comme celle que je viens de tenter de faire sont peut-être le seul remède au glissement idéologique qui menace de nous transformer en rouages de la machine. Si nous devons forger des alliances avec nos adversaires politiques, nous devons à tout prix éviter de devenir comme les socialistes, qui ont échoué à changer le monde mais ont réussi à améliorer leurs propres existences individuelles. Le truc est d'éviter la tentation de réaliser une révolution aussi large que possible – au final, cela ne ferait qu'aider les néo-libéraux à dépasser toute opposition à leurs politiques auto-destructrices – et de garder en tête les échecs inhérents du capitalisme, tout en essayant de le sauver de lui-même, pour des raisons stratégiques.